

Pour le quatrième mois consécutif
Le commerce extérieur
de la France est fortement
déficitaire en avril
 LIRE PAGE 35 NOS INFORMATIONS

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1 F
 Algérie, 0,80 DA; Maroc, 0,50 dir.; Tunisie, 90 m.; Allemagne, 0,90 DM; Autriche, 7 sch.; Belgique, 8 fr.; Canada, 60 c. cts.; Danemark, 2,50 kr.; Espagne, 15 pes.; Grande-Bretagne, 14 p.; Grèce, 14 dr.; Iran, 35 rls.; Italie, 200 L.; Liban, 125 p.; Luxembourg, 6 fr.; Norvège, 2,50 kr.; Pays-Bas, 0,75 fl.; Portugal, 10 esc.; Suède, 1,75 kr.; Suisse, 0,60 fr.; U.S.A., 60 cts.; Yougoslavie, 8 d. din.
 Tarif des abonnements page 30
 5, RUE DES ITALIENS
 75427 PARIS CEDEX 09
 C.C.P. 4207-23 Paris
 Téléx Paris n° 65572
 Tél. : 770-91-29

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

LES CŒURS DE PIERRE

Les guerres de ce temps ont rarement épargné les innocents. De bombardements de Coventry à ceux de Hanoï, en passant par Dresde et par Hiroshima, c'est par centaines de milliers sans doute qu'il faut compter les enfants victimes de l'aveugle massacre des populations civiles par les attaques aériennes. Des milliers d'autres ont vécu l'enfer de la déportation, des millions se sont retrouvés orphelins. Du ghetto de Varsovie à Oradour, des mechtas incendiées d'Algérie à My-Lay, les expéditions punitives se sont rarement préoccupées de l'âge de leurs victimes.

Jamais, cependant, des hommes qui se veulent des guerriers ne s'étaient délibérément attaqués, pour en faire des otages, à un groupe d'enfants. Le kidnapping, jusqu'à présent, était plutôt le fait de gangsters, comme ceux qui opéraient à Champigny au moment précis où se déroulait la tragédie de Maalot. On parle ici et là de sauvagerie. C'est diffamer les sauvages. Ce qui vient de se passer en Galilée, sur cette terre où, pour la première fois dans l'histoire, il a été demandé aux hommes, il y a deux mille ans, d'aimer leurs ennemis, c'est malheureusement une manifestation de la haine sous sa forme moderne, implacable, totalitaire.

Il ne s'agit pas, en effet, d'un de ces crimes commis par des irresponsables auxquels on peut trouver toutes sortes de circonstances atténuantes. L'affaire a été préparée de sang-froid, et le moins navrant n'est pas qu'elle ait été revendiquée par le Front démocratique et populaire de libération de la Palestine, dont on avait pu noter avec espoir récemment l'évolution tant sur le problème des droits des Juifs dans une Palestine unifiée que sur le terrain de la communication avec les Israéliens. Que de ressentiment a dû être accumulé pour transformer en pierre le cœur de ces hommes, dont beaucoup ont des enfants pour la vie desquels ils tremblent comme tous les pères ! Une telle exaspération, et si générale, ne peut être gratuite, artificielle. Elle ne peut provenir que du sentiment qu'ont tant d'Arabes de s'être toujours heurtés, de la part des Israéliens, à un mur d'intransigeance.

Face au chantage, face à une détermination dont la suite des événements a démontré, hélas ! qu'elle n'était pas feinte, tout autre gouvernement sans doute aurait cédé. On saura plus tard si celui d'Israël avait vraiment envisagé d'accepter les conditions des terroristes ou si, comme en d'autres circonstances, il a seulement essayé de tromper ses interlocuteurs, ou si, à l'inverse, il n'était pas mieux valu prolonger à tout prix l'attente, avec l'espoir d'éviter le pire, comme ce fut le cas de tant d'enlèvements d'otages. Le résultat est là, en tout cas. Une femme de soixante-seize ans, une grand-mère qui ne seulement adore ses petits-enfants mais qui a tendance à considérer tous les Israéliens, tous les Juifs dans le monde, comme faisant partie de sa propre famille, chef d'un gouvernement démissionnaire, s'est résignée à donner un ordre d'assaut dont elle savait bien qu'il allait coûter la vie à nombre de milliers d'innocents : vingt, selon le dernier bilan. De quelle carapace de dureté il a fallu que la vieille militante sioniste s'entoure, au fil des années, pour en arriver à une telle décision ! Mais comment se décider un jour à céder lorsqu'on a tout bâti sur le refus de céder ?

Une fois de plus, ce qu'on n'ose pas appeler la raison d'État, tant elle est contraire non seulement à la raison tout court, mais même à la raison du cœur, aura imposé aux deux camps, sur cette terre baignée de sang et de larmes, sa loi atroce et vaine. Ni la libération de la Palestine n'en sera avancée d'un jour ni la sécurité d'Israël n'en sera renforcée. La négociation sur le dégagement du Golan s'en trouvera peut-être retardée. Et après ?

N'y aura-t-il donc jamais quel-
 qu'un pour se lever, d'un côté ou de l'autre, et tendre la main à l'adversaire ?
 (Lire nos informations page 13.)

VINGT-QUATRE HEURES APRÈS LE MASSACRE DE MAALOT

L'aviation israélienne a bombardé des camps de Palestiniens du Liban

Des vagues d'avions israéliens ont attaqué, jeudi 16 mai, au moins six camps de réfugiés palestiniens dans diverses régions du Liban. Les sirènes ont retenti à 14 h. 55 (heure de Paris) à Beyrouth, tandis que les appareils israéliens faisaient leur apparition dans le ciel et bombardaient le camp de Bourj-Barajneh, dans la banlieue sud-ouest.

Les écoles des réfugiés palestiniens du camp d'Aïn Heloue dans le sud du pays ont été les principales cibles de l'aviation israélienne, indique-t-on à Beyrouth. A Tel-Aviv, le commandement militaire a confirmé que des avions israéliens avaient attaqué à la roquette et à la mitrailleuse des « positions terroristes » dans le sud du Liban ; selon un porte-parole, le raid était dirigé contre le « Fatahland » la zone où opèrent les fedayin dans le sud-est du Liban.

A la question de savoir s'il s'agissait de représailles à la suite du massacre de Maalot, il a répondu : « Non, je ne le pense pas. Il n'y a pas de représailles pour le meurtre de 20 enfants. » — (A.P.-A.F.P.)

(Lire nos autres informations page 13.)

NOMMÉ PRÉSIDENT DU CONSEIL

M. Palma Carlos arbitre les différentes tendances du nouveau gouvernement portugais

DEUX MINISTRES COMMUNISTES
 De notre envoyé spécial
 Lisbonne. — C'est ce jeudi 16 mai, à 16 heures, que le gouvernement civil provisoire formé par la junte de salut national devait entrer en fonction. Les délais fixés par les militaires, qui ont renversé le gouvernement Caetano le 25 avril dernier, sont donc respectés. Des dispositions constitutionnelles provisoires ont été prises également ce jeudi par la junte. L'ancienne Assemblée nationale et la Chambre corporative de l'ancien régime sont dissoutes par décret. Une nouvelle loi électorale devrait être publiée d'ici au 15 novembre.

Indépendant et modéré, M. Palma Carlos, qui bénéficie de toute la confiance du général Spínola, devrait jouer un rôle d'arbitre et de modérateur au sein d'un gouvernement où entrent des communistes et des socialistes, et qui va affronter des problèmes difficiles tant à l'intérieur qu'en Afrique, où la guerre continue.

Un bilan officiel des forces armées fait apparaître des pertes sérieuses au Mozambique pour la période du 15 avril au 15 mai. En Angola, un début de panique s'est emparé mercredi de la population européenne à la suite de rumeurs faisant état d'un possible soulèvement généralisé des Noirs dans les principales villes, et des troupes ont été envoyées en renfort vers le nord, où les activités nationalistes marquent une nette reprise.

Le général Spínola a prêté, mercredi, serment comme président de la République au palais de Queluz, à une dizaine de kilomètres de la capitale. Cette cérémonie devait être discrète, mais une foule de plusieurs milliers de personnes a envahi les abords du palais et a rompu les barrières avec enthousiasme. « Le peuple uni ne sera jamais vaincu » : ce slogan chanté par une foule lançant des œillottes a accompagné les dignitaires et les soldats de l'escorte. De manière significative, onze officiers représentant le mouvement des capitalistes ont assisté à la prestation de serment.

La composition du gouvernement montre clairement que la répartition des responsabilités

entre les partis communiste, socialiste et populaire démocratique n'a pas été très facile.
 MARCEL NIEDERGANG.
 (Lire la suite page 14, 1^{er} col.)

LA DERNIÈRE PHASE DE LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE

• **L'égalité de leurs chances met les candidats à rude épreuve**
 • **Des réticences se manifestent au sein de la majorité**

A trois jours du scrutin de ballottage et à la veille de la clôture de la campagne officielle pour l'élection à la présidence de la République, un sondage, réalisé par la SOFRES pour « le Figaro », confirme la tendance que faisait apparaître, mercredi 15, l'enquête réalisée par l'IFOP pour « France-Soir » et « le Point » : MM. François Mitterrand et Valéry Giscard d'Estaing sont à égalité de chances. Le leader républicain indépendant tient un grand meeting, jeudi soir 16 mai à Paris, au Parc des expositions, porte de Versailles. Le premier ministre devait assister à cette manifestation. Des réticences se manifestent cependant au sein de l'U.D.R. au sujet de sa participation à l'éventuel gouvernement constitué par M. Giscard d'Estaing.

A l'issue du face-à-face télévisé qui avait opposé M. Mitterrand à M. Giscard d'Estaing vendredi dernier 10 mai, nombre d'observateurs et de partisans du candidat commun de la gauche avaient constaté ou déploré l'insuffisante pugnacité d'un débat, qui, d'ailleurs, est depuis lors vigoureusement reparti à l'assaut. D'autres avaient, au contraire, estimé qu'il avait été bien avisé de s'abstenir de trop polémique, de demeurer serein et de situer le débat au niveau qui convient pour une élection présidentielle.

Les résultats convergents des deux derniers sondages donnent à penser que le face-à-face a été « payant » pour M. François Mitterrand, qui arrive à égalité dans les deux cas avec M. Giscard d'Estaing : ils con-

firmement en outre, tous les deux, que le candidat de la gauche, paradoxalement présenté par son adversaire comme l'« homme du passé », conserve pour lui la majorité des électeurs les plus jeunes (moins de cinquante ans). L'égalité des chances des deux adversaires, qui les soumet à rude épreuve, interdit évidemment tout pronostic, mais les variations des derniers jours ne sont pas sans incidences. L'entourage de M. Giscard d'Estaing et le candidat lui-même, qui avait été crédité par la SOFRES de 2 points d'avance le 7 mai (51 contre 49) et de 3 points le 11 mai (51,5 contre 48,5), ne peuvent pas ne pas ressentir comme un recul l'actuelle égalisation, la réaction du candidat commun de la gauche et de ses partisans étant tout naturellement inverse. Aussi bien, éprouve-t-on l'impression, à la lumière notamment de l'entretien radiodiffusé qui a opposé mercredi M. Mendès France à M. Messmer, que, dans la dernière phase de la bataille, le dynamisme et la pugnacité sont du côté de M. Mitterrand plutôt que de celui de M. Giscard d'Estaing, encore que celui-ci durcisse le ton.

RAYMOND BARRILLON.
 (Lire la suite page 9, 4^e col.)

Un demi-siècle d'histoire
LES COMMUNISTES ET LE POUVOIR EN EUROPE ET DANS LE MONDE
 (Lire, page 11, l'article d'André Fontaine.)

TOURNOUX
 le tourment et la totalité
 L'histoire secrète de la V^e république
tout finit par se savoir...
 115.000 ex. plon

Préférer la justice Appel aux gaullistes

Par MAURICE FAURE (*)

Au fur et à mesure que se déroule la campagne électorale et que se rapproche le scrutin décisif, l'enjeu apparaît plus clair et la situation simplifiée. Le ralliement de toutes les droites — y compris l'extrême — à Giscard d'Estaing n'y a pas peu contribué, et accentue le caractère de classe de sa candidature.

Pourtant, des craquements innombrables portent aux oreilles les plus fermées l'annonce qu'un monde est révolu et qu'un nouveau est en train de naître. Cette société nouvelle conteste l'« expansion pour l'expansion », payée par des conditions de vie et de travail souvent inhumaines et dans laquelle, généralement, la rémunération est inversement proportionnelle à la peine : l'O.S., l'éboueur, etc.

Elle constate que, si la France est riche, beaucoup de Français sont

(*) Député radical de gauche du Lot, ancien ministre.
 (Lire la suite page 7, 1^{er} col.)

Par ALAIN PEYREFITTE

L'élection de dimanche va se jouer essentiellement du report des 15 % de voix Chaban. C'est donc à elles que je m'adresse en priorité, d'autant qu'elles sont les seules auxquelles j'ai qualité pour m'adresser.

D'abord, je voudrais les mettre en garde contre le dépit qui pourrait pousser les électeurs à voter Mitterrand (ou à s'abstenir ou encore voter blanc, ce qui reviendrait à donner à M. Mitterrand un demi-bulletin). Car ce dépit n'est nullement justifié.

« L'U.D.R. en déroute... »
 « L'électorat gaulliste réduit à 15 %... »
 « Le grand vaincu... »
 « La fin d'une époque... »
 « Une page enfin tournée... »
 « De Gaulle vient de mourir pour la troisième fois en cinq ans, et il est fort probable que cette mort est bien la dernière. » Tels ont été, certes, les commentaires de la presse en France et à l'étranger, le lendemain du premier tour. Trois jours plus tard ils ont commencé à se faire plus prudents : si jamais le mort ressuscitait...
 Pendant quinze ans, sinon davantage, des vigies, postées aux quatre coins de l'horizon, en

France et hors de France, ont guetté le moment de proclamer le naufrage du gaullisme. Combien de fois ces observateurs n'ont-ils pas annoncé que ce moment était arrivé ! Souvenons-nous : 1961, 1962, 1967, 1968, 1969, 1973... Mais le gaullisme continuait. Non par quelque prodige de levitation, mais tout simplement parce qu'une fraction importante de l'électorat y retrouvait les grands principes qui avaient assuré le redressement du pays après le naufrage — là, le mot n'est pas impropre — de la IV^e République. Chaque fois on devait remettre au tiroir les articles nécrologiques.

Nous n'analyserons pas ici les raisons de cette tenace aversion de quelques-uns. En France même elle tire dans plus d'un cas son origine de quelque détail — alliance secrète de la raison ou du caractère, en face des grands événements du demi-siècle écoulé ; défaillance envers soi-même, la plus éprouvante parce qu'elle est intérieure. Pour l'étranger, l'explication est simple : on ne pardonne pas au gaullisme l'inconfort ou les complications que suscite une France qui a cessé d'être docile ; des gouvernements privés de la durée, un Etat trop débile pour faire face aux problèmes de ce temps, une France aimablement vassalisée, c'était évidemment plus commode.

(Lire la suite page 4 1^{er} col.)

SI...

AVEC des si... Mais enfin ! Si seuls les hommes votaient le 19 mai, M. François Mitterrand serait aisément élu président de la République.

Si seuls les électeurs et les électrices, oui les électrices, les moins âgées votaient, M. François Mitterrand serait élu président de la République. Et si les jeunes de dix-huit à vingt et un ans avaient pu voter eux aussi, comme dans les démocraties dignes de ce nom, le candidat de la gauche serait plus sûrement élu.

Si seuls les ouvriers, bien sûr, et même les employés, votaient, M. François Mitterrand serait largement élu président de la République.

Ni les hommes, ni les générations les plus jeunes, ni les salaires n'ont évidemment un droit naturel à désigner seuls le chef de l'Etat. Si le candidat commun de la gauche, qui est cependant considéré comme le plus apte à résoudre les problèmes sociaux, n'est pas élu, ils devront s'incliner, même s'ils s'indignent ; ils le devront d'autant plus que l'autre camp disposera de la force, sans compter celle du nombre que donne le suffrage.

Simplement, le succès de l'autre candidat lui donnerait à la fois des pouvoirs et des devoirs. Elu de la majorité du corps électoral, il aurait tous les pouvoirs ; élu de la minorité du corps social, il aurait de grands devoirs.

En attendant le verdict, auquel chacun devra se soumettre, il est permis d'exprimer une dernière fois un jugement. Et d'abord un sentiment.

JACQUES FAUVET.
 (Lire la suite page 8, 3^e col.)

AU JOUR LE JOUR

L'autre et l'un
 Cette question du partage des voix gaullistes au second tour est en réalité un faux problème. On n'a jamais su exactement ce qu'était le gaullisme. C'est sans doute ce qui a fait son succès et plus sûrement encore a entraîné son déclin. Il y a au moins trois sortes de gaullistes. Les gaullistes viscéraux, qui portaient au général de Gaulle un attachement d'homme à homme et ne voyaient aucun salut hors de sa personne, devraient logiquement s'abstenir. Les gaullistes institutionnels, qui voyaient dans le

général de Gaulle la garantie d'un certain appareil politique, d'un certain ordre, d'une certaine société, voteront sans doute, comme dit M. Chaban-Delmas du ton de l'amiant délaissé, pour l'autre. Mais, dès lors, la troisième espèce de gaullistes, les gaullistes historiques, qui ont suivi le général de Gaulle à cause d'une certaine idée de la France, d'un certain enthousiasme pour son avenir et, depuis plus longtemps, d'un certain espoir, pourront-ils éviter de voter pour l'un ?
 ROBERT ESCARPIT.

Tribunes du 19 mai
 LIRE PAGE 2 :
APRÈS L'ÉLECTION
 par BERNARD DE FALLOIS
LE CHANGEMENT SOCIAL
 par MICHEL DURAFOUR
 LIRE PAGE 5 :
GAULLISME, AN ZÉRO
 par BERTRAND FESSARD
 DE FOUCAULT

LES VOIX DES FEMMES

« Rouges » en pays chouan

Bressuire. — Monique, c'est l'abondance, la santé, la truculence, la jovialité. Un cœur gros comme ça et un petit nez en trompette. Agricultrice, 43 hectares, trente-deux ans, bientôt quatre enfants. Thérèse est couleur de grisaille, de retenue, de timidité. Un tablier bleu à pois blancs, une figure lisse et douce. Agricultrice elle aussi, 28 hectares, quarante-neuf ans, six enfants. Une femme qui embrasse la vie avec la vigueur d'une nourrice vendéenne, une femme qui la file sous un rouet d'un autre temps. Si dissemblables... mais toutes deux « des rouges » qu'on se montre du doigt et qui entachent la bonne conscience de Combrand.

Combrand, terreau des vocations religieuses : voilà encore dix ans, chaque famille avait son prêtre, son missionnaire, son séminariste, ses religieuses. Combrand, dans les Deux-Sèvres chouannes, terre de pâtures encloses, des rideaux d'arbres et de préjugués. Combrand tenu en surveillance politique par un maire administrateur de biens religieux et fonciers, vanté à 10 lieues à la ronde pour son zèle de garde champêtre qu'il déploie à préserver la moralité du village. Combrand qui, le 5 mai, joua le tiercé le plus « blanc » qui soit : Giscard, 187 voix; Chaban, 165; Royer, 79; 431 voix à la majorité, 74 à Mitterrand et — surprise et scandale — 9 à Mlle Lagullier.

Combrand chuchote, espionne, qui a osé ? Tout de même, voter pour une candidate révolutionnaire, athée, partisane de l'avortement libre et gratuit ! Monique, en pouffant, Thérèse, avec un quart de sourire, lèvent le doigt.

MONIQUE : « Ariette avait du punch ; c'était la seule femme. »

THERÈSE. — Elle disait vraiment la vérité.

M. — Au fond, qui d'autre pouvait parler des problèmes des travailleurs et des femmes en les connaissant vraiment de l'intérieur ?

T. — C'est tout de même bizarre qu'il n'y avait qu'une femme.

M. — Voilà, elle était vraie, elle y croyait... Autrement, au premier tour, on aurait voté Mitterrand.

T. — Si Ariette avait eu une chance de passer, peut-être bien que je n'aurais pas voté pour elle.

On n'est pas vraiment révolutionnaire. Disons qu'on est socialistes. Parce que les petits paysans comme les ouvriers

n'ont jamais d'argent devant eux. Rien que des dettes. Et parce que Giscard ne peut rien nous apporter.

M. : « Je ne suis pas toujours d'accord avec Ariette. L'avortement libre et gratuit même pour les mineurs, c'est aller trop loin. Il faut seulement assouplir la législation pour tenir compte des cas limites. Et puis donnons la pilule à tous ceux qui la veulent. »

T. — Sinon, pour la famille, pour les jeunes, il n'y aurait plus de limite.

M. (hilaré). — On n'allait tout de même pas voter pour Royer. Il est bien trop austère ceij-là !

T. — A la télé, on ne s'intéressait pas trop à lui. Dans le village, on regardait Giscard, Mitterrand, Ariette, un peu Chaban, mais lui, il a trop promis.

M. — Et Dumont, voyez-vous, c'est dommage... Les gens de la commune l'ont pris pour un artiste. Ils disaient : « C'est Picasso ! » Il y a bien le curé de La Petite-Boissière qui a voté pour lui. Comme quoi on s'émancipe un peu ! Mais enfin, au second tour, ici l'on votera massivement contre la gauche, donc pour Giscard. Les gens disent bien : « Mitterrand raconte des choses vraies. » Seulement, ils pensent encore que les communistes vont les empêcher de pratiquer leur religion. Et la religion, cela prime tout.

T. — S'il y a une absence à la messe le dimanche, on se dit encore dans le village : « Tiens, il doit y avoir quelqu'un de malade chez eux. »

Le mari de Monique arrive en exultant. Plusieurs des dirigeants paysans des Deux-Sèvres, explique-t-il, viennent de constituer officiellement un comité de soutien au candidat de la gauche. Cela va faire du bruit dans le bocage chouan... Monique est tout excitée du bon tour. Thérèse reste un peu sur la réserve, comme si elle avait peur de toutes ces audaces.

« Un peu, concède-t-elle. A force d'entendre dire et répéter : « Vous verrez, si Mitterrand passe, qu'est-ce qui va arriver ! » Pourtant, un peu de changement ne ferait pas de mal. »

M. — Moi, je prie tous les jours pour que Mitterrand soit élu (elle s'esclaffe), vous savez. J'ai toutefois une peur terrible. Il se peut bien que, dimanche prochain, je sois en clinique d'accouchement. Alors, si jamais il ne passait pas à une voix... »

PIERRE-MARIE DOUTRELANT.

Si...

(Suite de la première page.)

A l'immense tristesse qui s'est emparée des gaullistes les plus fidèles après la déroutante de leur candidat a succédé l'écœurement qu'inspire non pas le ralliement depuis le premier tour mais la ruée de tant d'élus vers un candidat qu'ils ont si souvent contesté et même condamné. Personne ne les obligeait, depuis des mois et des mois, à dire tout le mal qu'ils pensaient de sa politique et même de sa personne, allant jusqu'à mettre en doute sa loyauté et son sens de l'Etat. Comment M. Giscard d'Estaing, qui le sait bien, ne se senti-

rait-il pas lui-même envahi par un immense mépris et ne les écarterait-il pas du pouvoir au profit d'hommes vraiment neufs ; il y perdrait sans doute des voix, mais gagnerait en dignité.

Ceux qui pensent que l'état de santé de l'économie et de la société est dans l'ensemble satisfaisant et qu'il peut être amélioré si le pouvoir se décide à être un peu plus social, un peu plus humain, un peu plus attentif au sort des humbles, des oubliés, des femmes ; ceux qui croient que le ministre des finances des cinq dernières années est en mesure de concilier l'efficacité et la justice tant dans la lutte contre l'inflation que dans la poursuite de la

croissance ; ceux qui se réjouissent de voir enfin rassemblés, de la droite la plus extrême au centre le moins gaulliste, les partisans de l'ordre établi, tous ceux-là voteront pour M. Giscard d'Estaing.

Ceux qui ne peuvent se faire à l'idée de la présence des communistes au gouvernement, alors même qu'ils représentent près du quart de la population, ceux qui, tout en déplorant les injustices et les erreurs du régime, estiment que le programme commun — mais l'ont-ils tous lu ? — conduirait inexorablement au collectivisme, ceux-là voteront contre M. François Mitterrand, même s'ils n'ont qu'une confiance fort relative en M. Giscard d'Estaing.

Ceux qui ne se résignent pas à voir à jamais écartée du pouvoir la part de la population la plus jeune et plus active, ceux qui croient à la nécessité de profondes réformes sociales et économiques et savent à la lumière de quarante ans d'histoire contemporaine qu'elles ne peuvent être réellement appliquées que par la gauche, ceux qui, sans sous-estimer aucun risque, pensent qu'un socialiste sera plus à même de répartir équitablement les inévitables sacrifices de la lutte contre l'inflation puis de répartir plus justement les fruits de la croissance, tous ceux-là voteront pour M. François Mitterrand.

JACQUES FAUVET.

La composition des électors

Si les instituts de sondage ont longtemps divergé sur le pourcentage des voix de M. Giscard d'Estaing et de M. Mitterrand avant de donner 50 % à chacun d'eux lors de la dernière enquête, l'analyse sociologique des électors a peu varié d'un sondage à l'autre depuis le 5 mai. On trouvera ci-dessous, d'après les sondages France-Solr (IFOP) du 13 mai et le Figaro (SOFRES) du 14 mai, les catégories où M. Mitterrand dépasse M. Giscard d'Estaing.

Il y a deux différences entre les deux analyses : — Pour la SOFRES, M. Mitterrand a la majorité de l'ensemble du corps électoral au-dessous de cinquante ans, et pour l'IFOP au-dessous de soixante-cinq ans (ce qui n'était pas le cas des sondages précédents et paraît un peu élevé) ; — Pour la SOFRES, M. Mitterrand a la majorité (52 %) dans la catégorie des employés et des cadres moyens alors qu'il ne fait qu'en approcher pour l'IFOP (et que lors du précédent sondage de la SOFRES, les 6 et 7 mai, M. Mitterrand avait 56 % des employés

et des cadres moyens. Dans les autres catégories de profession (et d'âge), M. Giscard d'Estaing dépasse M. Mitterrand.

	SOFRES		IFOP	
	Mitterrand	Giscard	Mitterrand	Giscard
Hommes	54	46	53	47
Femmes	47	53	48	52
21 à 34 ans	58	42	56	44
35 à 49 ans	50	50	51	49
50 à 64 ans	47	53	52	48
65 ans et plus	40	60	38	62
Ouvriers	70	30	71	29
Employés et cadres moyens	52	48	49	51

M. MITTERRAND SAISIT LA JUSTICE A PROPOS D'UN SONDAGE EUROPE 1-IFOP

« M. François Mitterrand a demandé à M^r Robert Badinter de saisir la justice des conditions dans lesquelles a été réalisé le sondage Europe 1-IFOP, dans la soirée du vendredi 10 mai », annonce le secrétariat de M. François Mitterrand, dans un communiqué. « Les éléments en sa possession, ajoute le texte, révèlent en effet que les méthodes employées pour établir ce sondage d'opinions et l'exploitation qui en a été faite, ne sont en rien conformes aux données scientifiques requises en pareille matière. »

A ce propos, deux cents spécialistes du calcul des probabilités et de la statistique ont déclaré que le sondage effectué par l'IFOP, vendredi 10 mai, au terme du débat télévisé entre MM. Giscard d'Estaing et Mitterrand ne présentait « aucune garantie de rigueur ». Dénonçant la faiblesse de l'effectif, ils soulignent d'autre part « le caractère essentiellement sentimental des questions ». En conclusion, ils estiment qu'« un pareil usage de la statistique ne peut apparaître que comme une opération d'intoxication effectuée au bénéfice de M. Giscard d'Estaing ».

● M. Paul Rivière, député U.D.R. de la Loire, compagnon de la Libération, indique dans une déclaration qu'il laisse ses lecteurs libres de choisir « le candidat qui leur semble le plus capable de maintenir la France dans sa vocation de nation humaine et généreuse ». Il ajoute : « Qu'arrivera-t-il, si nous abandonnons ce grand principe du général de Gaulle qu'est la participation ? L'association capital-travail est la seule voie qui permette de régler les rapports entre les hommes, d'en finir une fois pour toutes avec la lutte des classes, que nous propose le candidat unique de la gauche, et avec le libéralisme intransigeant de la droite, qui n'a qu'un souci, celui de conserver ses privilèges et ses profits. »

LA SOIRÉE DU 19 MAI SUR LES ONDES

Les dispositions prises par les stations de radio et de télévision pour la soirée du dimanche 19 mai, pour rendre compte des résultats de l'élection présidentielle, seront à peu près les mêmes que celles du 5 mai.

Radio

FRANCE-INTER et INTER-VARIÉTÉS : 18 h. 30, premières estimations du taux de participation ; 20 h., « fourchettes » SOFRES et débats avec les représentants des différents partis.

EUROPE 1 : 20 h., « fourchette » IFOP, puis débats-tableaux rondes politiques ; 21 h., nouvelle estimation.

R.T.L. : 20 h., première estimation, suivie de débats entre dirigeants politiques et responsables de la rédaction de R.T.L. ; 21 h., nouvelle estimation.

RADIO-MONTE-CARLO : 19 h., le point des abstentions ; 20 h. à 3 h., « fourchette » de prévision toutes les quinze minutes, résultats et commentaires.

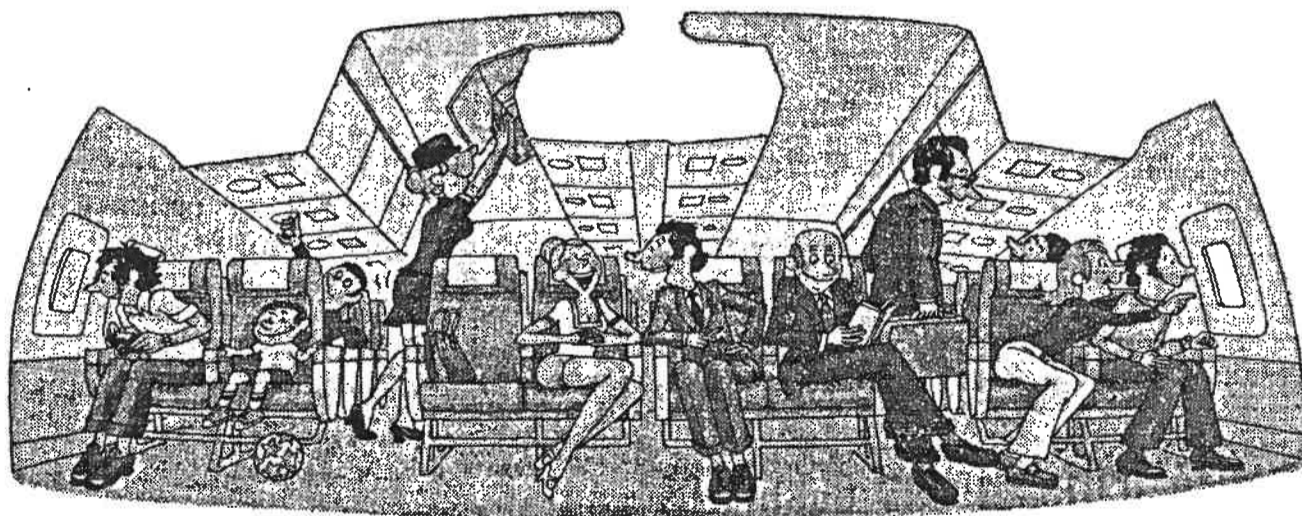
Télévision

PREMIERE CHAÎNE : 20 h., première estimation SOFRES et première table ronde avec plusieurs leaders politiques ; 21 h., seconde estimation SOFRES et nouveau débat ; 22 h., tribune avec Alain Lancetot, Jean Ranger et deux hommes politiques ; 23 h. 30 à 0 h. 30, résultats SOFRES.

DEUXIEME CHAÎNE : 18 h. 30, estimation du taux de participation ; 19 h. 55, estimation SOFRES (jusqu'à 20 h. 30). A partir de 22 h., le point sur les résultats toutes les demi-heures jusqu'à 1 heure du matin.

TROISIEME CHAÎNE : 19 h. 55, estimations et premiers commentaires ; 21 h. 25 à 23 h. 30, résultats et variétés.

● L'ancien capitaine Pierre Sergent a été autorisé, le 15 mai, par M. Jean Vassogne, président du tribunal de Paris, statuant en référé, à faire prendre copie d'une émission diffusée la veille sur Europe N° 1 et durant laquelle M. François Mitterrand avait mis en cause M. Sergent à propos de l'O.A.S.



Le 23 Mai 1974 verra dans l'histoire de l'aviation commerciale un événement essentiel : la mise en service de l'Airbus sur Paris-Londres. Puis successivement en Juin sur Paris-Alger, Marseille-Alger et Paris-Nice.

Ainsi donc, un an avant ceux des autres compagnies, nos passagers vont pouvoir découvrir en exclusivité les qualités exceptionnelles de l'Airbus.

A vocation européenne, avant tout avion de l'homme d'affaires, l'Airbus a été entièrement conçu pour améliorer le confort des passagers des vols à courte et moyenne distance. Ce biracteur d'une vitesse de croisière de 940 km/h, avec une consommation de carburant particulièrement réduite, est en fait le moyen-courrier le plus moderne du monde.